



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Association Vers la Vie pour l'Education des Jeunes - AVVEJ

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Association Vers la Vie pour l'Education des Jeunes - AVVEJ

1 Place Charles de Gaulle - 78067 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

KPMG SA, société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Association Vers la Vie pour l'Education des Jeunes - AVVEJ

1 Place Charles de Gaulle - 78067 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'Association Vers la Vie pour l'Éducation des Jeunes - AVVEJ,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Vers la Vie pour l'Education des Jeunes - AVVEJ relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 9 juin 2025

KPMG SA

**Erik
Boulois**

Signature
numérique de
Erik Boulois
Date :
2025.06.09
10:21:16 +02'00'

Erik Boulois

Associé

Bilan Combiné - Actif arrêté au 31/12/2024

Actif		Exercice au 31/12/2024			Exercice précédent au 31/12/2023
		Montant brut	Dépréciation	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement	31 680,00	31 680,00	0,00	0,00
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevet, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	TOTAL	31 680,00	31 680,00	0,00	0,00
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	1 358 725,05		1 358 725,05	1 358 725,05
	Constructions	16 342 738,42	10 371 490,62	5 971 247,80	6 610 420,78
Actif circulant	Installations techniques, matériel, Outillage	22 811 747,22	17 717 955,55	5 093 791,67	5 649 121,39
	Immobilisations grevées de droit				
	Immobilisations corporelles en cours	1 068 674,23		1 068 674,23	78 643,25
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	TOTAL	41 581 884,92	28 089 446,17	13 492 438,75	13 696 910,47
	Immobilisations financières				
	Participations				
	Créances rattachées à des participations	225 688,24		225 688,24	222 274,80
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
Actif circulant	Autres immobilisations financières	480 948,20		480 948,20	468 045,90
	TOTAL	706 636,44	0,00	706 636,44	690 320,70
	TOTAL I	42 320 201,36	28 121 126,17	14 199 075,19	14 387 231,17
	Stock et encours				
	Matières premières, approvisionnements				
	En cours de production biens et services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	TOTAL				
	Créances				
Actif circulant	Créances clients, usagers et comptes rattachés	8 282 704,31	832 128,16	7 450 576,15	7 981 730,66
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	2 051 606,87		2 051 606,87	1 132 350,85
	TOTAL	10 334 311,18	832 128,16	9 502 183,02	9 114 081,51
	Divers				
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	14 579 176,12		14 579 176,12	13 623 038,71
	Charges constatées d'avance	349 674,84		349 674,84	167 131,00
	TOTAL II	25 263 162,14	832 128,16	24 431 033,98	22 904 251,22
Engagements donnés	Frais d'émission d'emprunt (III)				
	Primes de remboursement des emprunts (IV)				
	Ecart de conversion - Actif (V)				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II)	67 583 363,50	28 953 254,33	38 630 109,17	37 291 482,39
	Legs nets à réaliser				
	Acceptés par les organes statutairement compétents				
	Autorisés par l'organe de tutelle				

Bilan Combiné - Passif arrêté au 31/12/2024

Passif		Exercice au 31/12/2024	Exercice précédent au 31/12/2023
Fonds propres	Sans droit de reprise		
	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	1 539 436,38	1 539 436,38
	Fonds associatifs sans droit de reprise (legs, donations, subv. Inv, biens renouvelables)		
	Avec droit de reprise		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Apports		
	Legs et donations		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	6 389 153,48	5 676 545,86
	Réserves pour projet de l'entité (gestion contrôlée) <i>Dont Réserves des Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	6 389 153,48	5 676 545,86
	Réserves Gestion Propre	710 699,88	765 516,16
	Autres		
	Report à nouveau	-4 594 939,91	-2 803 186,05
	<i>Dont Report à Nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-5 186 262,03	-3 958 244,27
	<i>Dont Report à Nouveau gestion propre</i>	591 322,12	1 155 058,22
	Excédent ou Déficit de l'exercice	-1 427 340,47	-1 096 704,69
	<i>Dont Excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales des activités sous gestion contrôlée</i>	-1 517 899,35	-682 514,61
	<i>Dont Excédent ou déficit gestion propre</i>	90 558,88	-414 190,08
SITUATION NETTE		2 617 009,36	4 081 607,66
	Autres fonds		
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	2 154 719,12	1 627 022,11
	Provisions réglementées	2 771 266,58	2 779 885,05
TOTAL I		7 542 995,06	8 488 514,82
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	2 274 678,38	2 147 113,32
TOTAL FONDS REPORTES ET DEDIES II		2 274 678,38	2 147 113,32
Provisions	Provisions pour risques	2 978 349,99	3 098 941,33
	Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS III		2 978 349,99	3 098 941,33
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
	Dettes auprès des établissements de crédit (2)	10 636 896,92	9 080 129,49
	Emprunts et dettes financières divers (3)	4 663 933,35	5 228 657,98
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	814 518,74	898 146,97
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	6 393 804,53	5 999 792,71
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	103 198,80	68 200,18
	Autres dettes	3 221 733,40	2 280 887,59
	Instrument de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	0,00	1 098,00
TOTAL IV		25 834 085,74	23 556 912,92
ECART DE CONVERSION PASSIF V			
TOTAL DU PASSIF (I+II+III+IV+V)		38 630 109,17	37 291 482,39
(2)Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques			
(3)Dont emprunts participatifs			
Engagements reçus			

Compte de résultat

		Exercice	Exercice précédent
Produits d'exploitation	Cotisations	800,00	840,00
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	215 383,30	163 259,14
	dont ventes de dons en nature		
	dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales		
	Ventes de prestations		
	dont parrainages		
	dont ventes de prestations de services relatives aux activités sociales et médico-sociales	215 383,30	163 259,14
	Ventes de marchandises		
	Production vendue		
	Production stockée		
	Production immobilisée	0,00	3 820,15
	Produits de tiers financeurs		
	Subvention d'exploitation	981 734,73	1 058 813,72
	Concours publics et subventions d'exploitation		
	Contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales	51 082 043,26	50 088 881,35
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	11 275,15	8 341,64
Charges d'exploitation	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	995 847,52	677 226,34
	Utilisations des fonds dédiés	302 124,46	196 620,68
	Autres produits	749 393,08	687 248,31
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	54 338 601,50	52 885 051,33
	Marchandises Achats		
	Variation de stocks		
	Matières premières et autres approvisionnements Achats		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	13 250 448,81	12 534 792,55
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	3 221 169,74	3 105 469,64
	Salaires et traitements	24 985 991,54	24 377 201,42
	Charges sociales	10 425 861,22	10 191 515,92
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 991 857,96	2 048 997,16
	Dotations aux provisions	942 044,89	975 679,76
	Subventions versées par l'association		
	Reports en fonds dédiés	429 689,52	227 558,61
	Autres charges	654 948,30	657 930,30
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	55 902 011,98	54 119 145,36
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)		-1 563 410,48	-1 234 094,03
Produits financiers	Produits financiers de participations	58 994,87	50 468,58
	Produits financiers d'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	0,00	0,00
	Reprises sur provisions, transferts de charges		
	Différences positives de change		
Charges financières	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	58 994,87	50 468,58
Charges financières	Dotations financières aux amortissements et provisions	129 867,68	140 586,11
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change	0,00	0,00
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	129 867,68	140 586,11
RESULTAT FINANCIER (III-IV)		-70 872,81	-90 117,53
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV)		-1 634 283,29	-1 324 211,56

Compte de résultat (suite)		Exercice	Exercice précédent
Produits exceptionnels	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0,00	387,99
	Produits exceptionnels sur opérations en capital	210 922,59	231 636,22
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	8 618,47	8 618,47
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	219 541,06	240 642,68
Charges exceptionnelles	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	3 200,00	1 205,66
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELS VI	3 200,00	1 205,66
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		216 341,06	239 437,02
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)		9 398,24	11 930,15
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			
Engagements à réaliser sur ressources affectées			
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)		54 617 137,43	53 176 162,59
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)		56 035 079,66	54 260 937,13
EXCEDENT OU DEFICIT		-1 427 340,47	-1 096 704,69
<i>Dont Excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales des activités sous gestion contrôlée</i>		<i>-1 517 899,35</i>	<i>-682 514,61</i>
Produits			
Bénévolat			
Prestations en nature			
Dons en nature		134 290,38	104 724,43
Charges			
Secours en nature		134 290,38	104 724,43
Mise à disposition de biens et services			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			